

## Des députés burundais disent craindre pour leur sécurité à Kigali

Deutsche Welle, 28.02.2017 Des députés du Burundi boycottent le parlement des Etats d'Afrique de l'Est Du 5 au 17 mars, Kigali, la capitale du Rwanda va abriter l'Assemblée législative de la Communauté d'Afrique de l'Est. Les cinq parlementaires ont annoncé leur décision dans une lettre au président de l'EALA. Ces cinq députés (photo) sont tous issus du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. Il s'agit d'Émerence Bucumi, la présidente du groupe parlementaire burundais, Léonce Ndarubagiye, Emmanuel Nengo, Isabelle Ndahayo et Jean-Marie Muhirwa.

Les parlementaires ont fait savoir leur position par le biais d'une lettre qu'ils ont adressé au président de cette institution régionale. Certains des députés joints par la Deutsche Welle disent en tenir aux arguments qu'ils ont invoqués dans le document transmis au président de l'Assemblée de l'EAC. C'est à dire que leur sécurité ne serait pas garantie lors de leur séjour à Kigali. En raison notamment des relations exécrables qu'entretiennent le Burundi et le Rwanda. Quatre autres députés seront présents à Kigali. Toutefois, quatre élus sur les neuf ont confirmé leur participation à l'Assemblée législative de la Communauté d'Afrique de l'Est de Kigali. Il s'agit de Jérémie Ngendakumana, un des frondeurs du CNDD-FDD, Yves Nsabimana du parti Frodebu Nyakuri et deux députés du parti Uprona, à savoir Martin Nduwimana et Frédéric Ngenzebuhoro. Le député Martin Nduwimana estime que le Rwanda n'a jamais eu de problèmes avec le Rwanda. "La République du Rwanda compte parmi les pays de la région où il y a le plus de sécurité. Non seulement au niveau de l'Afrique de l'Est, mais au niveau de l'Afrique de manière générale. Nous sommes dans notre 5ème année, et personne ne s'est jamais plaint, ne s'est jamais senti en aucune manière menacé, ou autre. Donc, cette histoire d'insécurité, de mon point de vue est un prétexte qui ne peut être accepté." En dépit du boycott de ces cinq députés, le Burundi sera bel et bien représenté à l'assemblée législative de la Communauté d'Afrique de l'Est. Car, l'article 12 du règlement intérieur de l'institution exige la participation aux sessions d'au moins trois députés de chaque pays membre. Or, dans le cas d'espèce, quatre députés ont confirmés leur participation. Signe de la tension perceptible qui règne entre les deux pays, le Burundi a également boycotté une rencontre réunissant les dirigeants des différentes polices de la sous-région de l'Afrique de l'Est. Rencontre qui s'était tenue du 21 au 24 février dernier à Kigali.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});